

La grève du communautaire, pour enfin passer à autre chose !

Joliette – 7 novembre 2017 - Dans le cadre de la [consultation nationale](#) sur la grève du communautaire à l'hiver 2017 coordonnée par la campagne [Engagez-vous pour le communautaire](#), le MÉPAL souhaite contribuer à la réflexion et aux débats qui ont cours actuellement dans le mouvement communautaire autonome de la région en présentant son point de vue.

D'entrée de jeu, rappelons que lors de l'assemblée générale de mai 2017, les membres du MÉPAL se sont positionnés unanimement en faveur de la grève du communautaire.

Depuis des années, les mobilisations se sont succédées, et avec elles, d'innombrables actions ont été soutenues par les milliers de groupes communautaires à travers tout le Québec. Des campagnes de messages sur les réseaux sociaux aux manifestations nationales, rien n'a vraiment changé pour l'immense majorité d'entre nous, alors que notre rapport de force nous apparaît, à l'heure actuelle, nul. Plutôt que la colère et l'indignation, moteurs essentiels à toute lutte, c'est plutôt un essoufflement et la résignation qui semblent habiter le mouvement communautaire suite à des années de mobilisation pour la reconnaissance et le financement.

Est-il nécessaire de refaire ici, encore une fois, la longue liste des conséquences du sous-financement des organismes communautaires sur ses travailleurs et travailleuses, sur l'accueil et les services offerts aux membres, sur les communautés ?

Si nous choisissons la grève, c'est que ce sont sur nos missions que nous voulons nous concentrer, et pour cela, il faut un refinancement massif une fois pour toutes ! La grève générale illimitée constitue l'ultime moyen dont nous disposons comme mouvement social. En effet, la possibilité d'une grève générale et illimitée, donc *potentiellement* longue, met davantage de pression sur le gouvernement qu'une grève *réelle* d'une journée. Celui-ci ne peut pas se dire « demain ça sera terminé » et « après-demain on en parlera plus ! ». L'histoire des luttes sociales nous enseigne que c'est par des actions qui créent de la pression et de l'instabilité, des grèves par exemple, que les mouvements sociaux ont arraché des droits qui nous

paraissent aujourd'hui « fondamentaux » et des services et programmes publics que l'on considère maintenant « essentiels »...

Nous croyons que l'hiver prochain constitue un moment stratégique pour mener une grève. D'une part, le budget du printemps 2018 sera le dernier avant les élections : en termes de stratégie politique, c'est LE moment d'augmenter la pression sur ce gouvernement qui cherchera plus que jamais à séduire l'électorat et à éviter la tourmente sociale.

D'autre part, un récent [sondage](#) révélait dernièrement que 82 % des QuébécoisEs reconnaissent le rôle des organismes communautaires autonomes pour l'amélioration des conditions de vie et que 84% d'entre eux sont favorables à ce que les organismes soient financés adéquatement. À la lumière de ces résultats, nous estimons que la population appuierait notre grève et nos revendications. À notre avis, cela constitue un « avantage » dont ne bénéficie pas tous les mouvements sociaux dans leurs luttes, aussi légitimes soient-elles !

La consultation sur la grève en cours vise chacun des organismes communautaires autonomes. C'est donc de notre responsabilité à toutes et à tous de tenir des discussions et des réflexions dans nos instances démocratiques avec nos membres dans le but de répondre le plus tôt possible [au sondage en ligne lancée par la campagne nationale *Engagez-vous pour le communautaire* !](#)

Soyons stratégiques ! Soyons solidaires entre secteurs et entre groupes ! Soyons inventifs pour surmonter les obstacles que soulèvent une grève dans nos organismes ! Soyons deboutEs et fortEs pour exiger la justice sociale !

Le conseil d'administration, le comité ÉPA et luttes sociales et l'équipe de travail du [Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière](#)